

## POSTFACE

1990: OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Edition coréenne de "Miracle, et Mirages"

Depuis le krach d'Octobre 1987, la communauté des experts et des journalistes économiques s'est installée dans une alternance de catastrophisme et d'euphorie ponctuée par la publication mensuelle des indices. Certains ont cru découvrir la Crise en Novembre 1987... et il a suffi que le déficit américain baisse d'une poignée de milliards de dollars pour laisser croire que "la Crise est finie" ! En fait elle dure... depuis plus de quinze ans. Crise de l'ordre qui avait prévalu après-guerre, et qui s'est lézardé sans qu'un nouvel ordre ait encore pu émerger. Le krach n'a marqué que l'échec d'une troisième tentative pour sortir de la crise, et ouvre une quatrième phase dont les contours sont encore incertains. Ce livre s'interrompait en 1985 au coeur de la troisième phase. Il en annonçait l'échec. Où en sommes-nous, cinq ans après ?

### LA DOUBLE ORIGINE DU MAL.

Résumons-nous. Les succès de jadis reposaient sur deux piliers. Un modèle de développement d'abord, qui s'est en gros réalisé pays par pays dans le monde capitaliste développé. Fondé sur une forme particulière d'organisation du travail, le taylorisme, et sur la mécanisation, il engendrait des gains de productivité très rapides, qui étaient largement redistribués à la population salariée grâce à un réseau serré de conventions collectives et d'institutions de l'Etat-Providence. Ce modèle, parfois appelé "fordisme", était donc entraîné par la croissance de la consommation intérieure. Le second pilier était un ordre mondial qui tempérant la concurrence internationale. Grâce à leur suprématie productive incontestée, les Etats-Unis pouvaient imposer le dollar comme la monnaie universelle.

Vers la fin des années 60, cet "âge d'or" s'est désagrégé. Du côté de l'organisation du travail, les principes tayloriens, qui écartaient la majorité des producteurs de toute implication dans la conduite et le

perfectionnement des processus de production, se sont révélés de plus en plus irrationnels. Avec la montée de la contestation à la base, les ingénieurs et les techniciens ne parvenaient plus à soutenir une croissance ralentie de la productivité qu'au prix d'investissements de plus en plus coûteux. La baisse de la rentabilité qui en résultait entraîna à son tour un ralentissement de l'investissement, une croissance du chômage, une crise de l'Etat-Providence. "Crise de l'offre", donc.

Mais crise aussi du côté de la gestion étatique de la demande sociale. Pour rétablir leur rentabilité, les firmes multinationales déployèrent leur système productif sur des continents entiers et nouèrent des liens de sous-traitance avec quelques pays du Tiers Monde qui, dix ans plus tard, deviendraient les "Nouveaux Pays Industrialisés". Le commerce mondial se mit à croître beaucoup plus vite que les débouchés internes à chaque pays. La possibilité de réguler la croissance échappa de plus en plus aux gouvernements nationaux. Trois pôles (USA, Europe, Japon) s'affirmèrent comme des puissances équivalentes et concurrentes. Le choc pétrolier de 1973, en obligeant chacun à exporter davantage pour payer son pétrole, aggrava le problème.

### *LES TROIS PREMIERE PHASES.*

Dans un premier temps, de 1973 à 1979, les vieilles recettes de "soutien à la demande interne" prévalurent. L'émission libérale, par la banque fédérale américaine, de dollars surmultipliés sur le marché de l'Eurodollar, permit de différer les ajustements internes et de payer les excédents de l'OPEP, qui furent recyclés vers les Nouveaux Pays Industrialisés. Cette gestion plutôt coopérative de la demande mondiale ne produisit pourtant pas de miracle: on avait négligé la crise du côté de l'offre. La chute de la rentabilité se poursuivait, les conflits sociaux sur la répartition se diluaient dans l'inflation, la valeur du dollar s'effondrait.

1979 fut le premier grand tournant: "experts" et gouvernements se convertirent à la solution inverse. Serrer le crédit pour éliminer les

"canards boiteux" et sélectionner les entreprises d'avenir, démanteler la législation sociale pour rétablir les profits et "donc" l'investissement: en réorganisant la jungle, on laisserait opérer la main invisible du marché qui saurait bien trouver l'issue à la crise ! Cette seconde phase, "monétariste", conduite par la Banque Fédérale américaine, s'arrêta pile, au bord de la catastrophe, à l'été 1982, après trois ans de récessions et de faillites.

La troisième phase vit se dessiner une sorte de voie moyenne. La Banque Fédérale desserra partiellement les vannes du crédit, le déficit du budget fédéral relança la demande interne. Les Etats-Unis entrèrent dans une longue phase d'expansion, tirant l'activité du reste du monde. Elle fut bien différente, toutefois, des "années Carter" de la première phase.

Tout d'abord, dans les années soixante-dix, deux écoles s'étaient dessinées pour affronter la "crise de l'offre". Les uns (principalement aux USA, en Grande Bretagne, en France) jouèrent à fond l'abaissement du coût du travail: précarisation, sous-traitance, délocalisation vers le Tiers Monde. D'autres, au Japon, dans les pays scandinaves, dans certaines régions d'Allemagne et d'Italie, jouèrent au contraire la carte d'un nouveau compromis social. Les salariés furent invités à se lancer dans la bataille de la qualité et de la productivité. De la même manière, des liens de partenariat étaient renforcés entre les entreprises, les universités, les administrations locales (1).

Le succès de la seconde voie est éclatant au milieu des années quatre-vingt, alors que les deux politiques successives de l'administration Reagan ne peuvent enrayer le déclin américain, en matière de productivité notamment. La conjonction de ce déclin, d'un budget d'expansion et d'un dollar surévalué creusa monstrueusement le déficit américain. Ce déficit ne fut pas comblé par une émission libérale de dollars, mais (seconde différence avec les années Carter) par des emprunts du Trésor américain auprès des pays excédentaires (Allemagne, Japon). D'où: hausse du dollar et des taux d'intérêts.

Troisième différence: la relance aux Etats-Unis par les commandes d'armement et les réductions d'impôts, au lieu de se diffuser à l'ensemble du

corps social, crée des millions d'emplois, (qui ramène le taux de chômage à 5,6% en 1987) mais des emplois sous payés, vivant des retombées (trickle-down) des dépenses des classes moyennes. Une énorme "domesticité sociale" de gardiens de parking et autres employés de fast-food confirme aux Etats-Unis l'image d'un "Brésil des années 80": un "miracle à crédit", où le tiers du salariat ne jouit d'aucune protection sociale.

Quant aux Nouveaux Pays Industrialisés, ils connaissent une évolution elle aussi fortement différenciée. Ceux d'entre eux qui avaient gagé leur dette sur l'édification d'un secteur exportateur, sans pour autant négliger la consolidation de leur indépendance alimentaire et industrielle, tels la Corée, Taïwan, ceux-ci profitent à fond de la croissance du marché américain et assurent le service de leur dette (2). Ceux au contraire qui avaient emprunté pour des projets internes à rentabilité ou à utilité sociale douteuses restent étranglés, même s'ils dégagent un solde exportateur (Brésil: 12-13 milliards de dollars par an, 14 en 1988! ) qui se traduit par un transfert net de surplus vers les pays industrialisés.

### **LA CRISE DE LA TROISIEME PHASE**

En schématisant, on peut décrire la configuration mondiale de la fin de la troisième phase de la façon suivante. Washington passe commande d'armes sophistiquées aux firmes de la côte Ouest. Ces firmes achètent des machines-outils allemandes, leurs ingénieurs achètent des autos japonaises et des microordinateurs fabriqués en Corée, et versent des pourboires à leurs "domestiques collectifs" qui achètent des chaussures brésiliennes (la Californie par exemple exporte la moitié de ce qu'elle importe). Le gouvernement fédéral, qui n'a pas couvert ses dépenses par des impôts, réemprunte les dollars qui lui manquent en vendant des Bons du Trésor aux exportateurs japonais et allemands.

En 1987, le déficit commercial américain est de 160 milliards de dollars, l'excédent japonais est de 96 milliards (dont 56 sur les Etats-Unis), l'allemand de 65 milliards, celui de l'OPEP de 26 milliards, celui des pays en développement (hors OPEP) de 36 milliards. La balance courante

(service de la dette comprise) de ces derniers est néanmoins négative (de 12 milliards), sauf pour les "4 Petits Dragons" de l'Asie qui dégagent un excédent courant de 38 milliards de dollars vis-à-vis des USA.

Les banques américaines, pour compenser les non-remboursements de la majeure partie de la dette du Tiers Monde, et la Banque Fédérale, pour attirer l'épargne des pôles excédentaires, doivent progressivement relever les taux d'intérêts réels. Cette hausse tend à bloquer l'accumulation dans tous les pays du monde car la rentabilité des placements financiers dépasse la rentabilité industrielle. Il suffit, à l'automne 1987, d'une querelle germano-américaine sur cette hausse pour que les investisseurs, prenant conscience de ces déséquilibres, revendent précipitamment leurs actions: et c'est le krach boursier.

La plupart des économistes s'attendent alors à ce que le krach dégénère en récession économique. C'est se tromper de crise ! l'investissement ne dépend plus fondamentalement de la bourse, mais des perspectives de croissance et de l'accès au crédit. Or sur ces deux points les autorités mondiales réagissent très correctement, c'est-à-dire très keynésiennement. D'abord, les Autorités monétaires des Etats-Unis et des autres pays capitalistes avancés inondent les marchés financiers mondiaux d'un flot de monnaie de crédit. Ensuite, le déficit du budget Nord-Américain est maintenu en 1988 (3) puis en 1989, et la guerre du Koweït l'aggrave en 1990.

Le monétarisme est bien mort, et l'expansion est sauvée... mais le retour à l'inflation devient la nouvelle menace. Et bien sûr, le déficit des Etats-Unis subsiste et se creuse, au rythme moyen de 10 millions de dollars par mois. La dette totale atteint la moitié de celle du Tiers Monde ! Les solutions sont seulement remise à plus tard... et au début de 1989, l'inflation et les taux d'intérêt remontent dangereusement, jusqu'au mini-krach d'Octobre 1989. A l'été 90, la "grande expansion à crédit" des années 80 semble bien condamnée, et la guerre du Koweït marque le retour aux temps difficiles.

De fait, le passage à une quatrième phase est bien difficile à négocier.

La solution myope avancée par les économistes "orthodoxes" consiste à réclamer le retour rapide à l'équilibre des comptes. «Que le Tiers Monde, que les USA, cessent de vivre au-dessus de leurs moyens, qu'ils remboursent: les taux d'intérêt se détendront, et l'expansion est définitivement assurée». C'est se méprendre totalement sur l'état actuel de la crise. De façon plus ou moins positive pour des salariés, les firmes ont retrouvé une rentabilité potentielle satisfaisante. Les risques de blocages sont maintenant entièrement du côté de la demande, actuellement soutenue par le laxisme monétaire et les déficits nord-américains. Mais les formidables droits accumulés par les créditeurs sur la production future vont obliger la plus grande partie du monde (le Tiers Monde et les USA) à des politiques d'austérité, qui, en ralentissant l'économie mondiale, ne peuvent d'ailleurs que rendre impossible le remboursement des dettes.

Rappelons nous en effet l'argument de Jedlicki, évoqué à la fin du chapitre 6. Il calculait que le Tiers Monde, pour éponger en 10 ans sa dette, devrait dégager un solde exportateur net équivalent à la totalité du déficit commercial annuel américain, qu'il aurait fallu réserver entièrement aux exportations du Tiers Monde. Ce ne fut évidemment pas le cas (heureusement pour l'Europe et le Japon !). Aujourd'hui, la dette du Tiers Monde a doublé, et la dette externe des Etats-Unis atteint le niveau de la dette du Tiers Monde en 1983 ! Cette double dette est devenue insupportable pour le système financier mondial, mais, si on exige son remboursement (au prix de politiques d'austérité draconiennes), il faut que l'Europe et le Japon acceptent un déficit de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars par an vis-à-vis des Etats-Unis et du Tiers Monde (le bloc du COMECON étant hors-jeu) ! Un désastre pour l'emploi, et probablement un chaos inextricable en résulteraient... à moins que la reconstruction des Pays de l'Est échappé au stalinisme en 1990 ne fournisse un énorme débouché à l'Europe Occidentale. Mais ces pays sont aussi endettés que ceux du Tiers Monde ! Il faut donc, pour eux aussi, annuler la dette.

## VERS LA DEVALORISATION DE CREANCES

La logique de la macroéconomie, dès l'instant que l'on examine le problème globalement, dans l'intérêt du niveau de vie de tous, de l'emploi de tous, et probablement de la paix mondiale, implique donc, comme dans les années 30, la dévalorisation maximale des créances, c'est-à-dire l'annulation la plus large de la dette mondiale. Mais cette annulation, d'ailleurs largement commencée, pose une série de problèmes.

D'abord, annuler "officiellement" des dettes pose un problème de crédibilité pour les futures crédits, sans compter qu'il peut être choquant d'annuler également des dettes inégalement bien utilisées ! La solidarité humaine suggère l'annulation prioritaire des dettes des plus pauvres. C'est ce que les "7 grands" ont accepté en principe au Sommet de Toronto en 1988. Mais faut-il annuler la dette de dictatures, ou donner une prime aux jeunes démocraties (du Brésil, de l'Argentine..) ? Faut-il - allons au plus épineux - annuler la dette des USA ?

Remarquons tout de suite qu'en dévaluant leur monnaie de moitié en deux ans (86-87) face au Mark et au Yen, les Etats-Unis ont préservé leur expansion et partiellement recouvré leur compétitivité, mais surtout... annulé la moitié de la valeur de leurs créances libellées en dollars ! Quant aux pays du Tiers-Monde, ils ont déjà pratiqué de telles restrictions à leurs importations (avec des conséquences sociales souvent dramatiques) que leur balance commerciale ne dépend plus guère que de la demande que lui adresse le monde développé.

Pour ces pays, la seule solution est la dévalorisation des créances. Elle était déjà commencée sur le "marché gris" entre banques au moment où j'ai écrit ce livre. Mais peut elle être généralisée et officialisée ? Le problème est bien sûr la survie des créanciers. Qu'advient-il si la dévalorisation se généralise (nouvelle chute du dollar, écroulement des cours des Bons du Trésor, annulation des créances sur le Tiers-Monde) ? Pour autant que ces avoirs, devenus fictifs, servaient à gager tout le système bancaire mondial, on risque la faillite des grandes banques et la panne générale du système

monétaire. Une dévalorisation contrôlée des créances douteuses rassure la clientèle des banques, elle devient périlleuse si elle est massive et générale. C'est pourquoi, en 1987, le Mexique n'a pu obtenir l'échange officiel de ses dettes, dévalorisées de 50%, contre des obligations gagées sur la Réserve Fédérale des Etats-Unis. C'est pourquoi, en 1988 encore, James Baker refuse une opération semblable pour le Brésil.

Pourtant, à cette date, il existe à coup sûr une majorité cachée parmi les "élites" mondiales en faveur d'une large annulation de la dette du Tiers Monde, même pour les Pays "intermédiaires", même pour la dette privée. La montée des tensions et des forces de gauche en Amérique Latine (Brésil, Argentine, Vénézuéla, Pérou...) précipite les choses. Le Français Mitterrand, le Japonais Takeshita, l'Américain Brady se prononcent successivement fin 88-début 89 pour une réduction explicite de la dette tenant compte de sa décote sur le marché gris. Il s'agirait de la reconvertir (moyennant cette décote) en obligations garanties par un "Ford International", gère par le FMI. Sur un pays dont la dette est décotée de 50%, les banques renonceraient donc à 50%, en échange de garanties sérieuses sur le reste. C'est là que les difficultés commencent.

D'abord, s'agit-il de convertir toute la dette ? Les banques acceptent de convertir une partie marginale de la dette. Une conversion générale signifierait, pour beaucoup d'entre elles, une énorme perte à leur bilan. Or une conversion marginale ne résoud en rien le problème d'un pays endetté. Soit en effet un pays dont la dette est décotée de 50%. Cela veut dire que la communauté financière juge qu'en moyenne 50% des titres sur ce pays sont perdus. Supposons que ce pays essaie de racheter sa dette à ce prix. D'abord il lui faut de l'argent. Supposons qu'il en ait. Dès qu'il arrive sur le marché gris, les banques lui disent: «Ah ! mais puisque vous pouvez payer, la décote diminue». A 20% par exemple (c'est ce qui est arrivé au Mexique quand il a essayé de racheter sa dette avec un prêt fédéral des Etats-Unis). Admettons que par un système d'enchère à l'envers, le pays arrive à racheter un quart de sa dette à la vraie décote. De combien s'est-il vraiment désendetté ? Eh bien... de 0%. Il ne pouvait payer que 50%, il lui en reste 75%, il ne peut toujours pas tout payer.

La valeur de la dette marginale rachetée est donc nulle. Pourtant ce pays a dû consentir pour cela d'importants efforts: vendre ses usines ou... se réendetter. L'opération n'est vraiment significative que si toute la dette est rachetée à la décote initiale (en fait, plus cher, à cause de la réticence des banques dont nous avons parlé).

Mais avec quel argent un pays endetté peut-il racheter une fraction significative de la dette ? C'est ici que les trois plans apportent une réponse. Le japonais, en proposant de nouveaux prêts japonais. Le plan Brady et le plan Mitterrand, en proposant que les banques elles-mêmes accordent le prêt pour racheter leurs titres, c'est-à-dire échangent ces titres dévalorisés contre des obligations qui seront plus saines, parce qu'un fond international (géré par le FMI) les garantira. Le risque reste énorme que l'opération soit insuffisante, c'est-à-dire que ne soit rachetée que la dette marginale, celle dont la valeur est en fait nulle.

Mais supposons que l'on parvienne à une conversion générale. Si la décote du débiteur était correctement évaluée, il se trouve maintenant au niveau exact d'endettement que de fait il pouvait payer. Est-il sorti d'affaire ? Non. D'abord, ce qu'il payait effectivement et qu'il continuera à payer, il le fait à des conditions épouvantables pour son propre peuple, barrant toute perspective au développement. Ensuite, sa capacité de remboursement réel dépend primordialement de la demande qui s'adresse à lui. Dans les années 83-90, la demande mondiale a été tirée par les énormes déficits américains. C'est cela qui a permis à la Corée d'engager son désendettement, au Brésil de dégager l'excédent commercial de 14 milliards qui lui permet de "payer". Et si dans les années 90 les Etats-Unis se décident aussi à payer leur dette ? S'ils cessent d'importer ? Le Tiers-Monde ne peut à nouveau plus payer. Tout est à recommencer...

Mais cette fois le fameux "fond de garantie international" intervient. Soyons lucide: la logique des trois plans conduit à conférer à ce fond une bonne part du remboursement des banques privées. Qui va donc alimenter le fond ? Pour les Nord-Américains: des versements des Etats développés au FMI

(qu'eux paieront avec les dollars qu'ils émettent!). Pour le Président français François Mitterrand, reprenant la proposition du présent livre, le Fond devrait être alimenté par une monnaie de crédit internationale directement émise par le FMI, les "Droits de Tirage Spéciaux". Le FMI se verrait doter d'une capacité de faire jouer la planche à billets, comme une Banque Centrale nationale, au double bénéfice des débiteurs et des créanciers. Par contre, faute d'être alimenté en D.T.S. ou en dollars que les USA ne peuvent plus on n'ose plus verser, le Fond de Garanti n'existe pas, donc les banques n'ont aucun intérêt à appliquer même le plan Brady, pourtant adopté au Sommet de 7 grands à Paris, en Juillet 1989. Et c'est effectivement ce qui se passe dans la deuxième moitié de l'année 1989: les banques refusent le Plan Brady.

Les évènements depuis 1985 confirment donc l'analyse de ce livre. La dévalorisation rapide et massive des créances sur le Tiers Monde est indispensable. Ce fait est à présent reconnu. Mais elle n'est possible que si une instance monétaire supranationale, fonctionnant en "prêteur en dernier recours", dédommage les banques pour les créances qu'elles abandonnent à leur débiteurs. C'est cela qui réveille l'actualité des "Droits de Tirage Spéciaux", émis par un Fonds Monétaire International repensé selon les principes qu'avait proposé Keynes à Bretton-Woods. Ces D.T.S. se substitueraient d'abord aux dettes ni payées ni provisionnées, puis seraient distribués annuellement en fonction des besoins en développement des populations mondiales. Coup définitif à l'hégémonie du dollar, qui perdrait ainsi son statut de monnaie mondiale de fait... mais les Etats-Unis pourront-ils longtemps l'éviter ? C'est le problème que pose l'ajustement de leur déficit.

## *LA FIN DE L'HEGEMONIE AMERICAINE*

Quel que soit l'agacement que peut susciter la perspective de voir les Etats-Unis échapper à l'austérité que le FMI a si cruellement imposé au Tiers Monde, il apparaît en effet que cet ajustement doit éviter au maximum une récession américaine. Ne serait-ce que parce que le coût en serait supporté prioritairement par les femmes, les minorités noires et hispaniques, les

jeunes à statut précaire, et tout cet immense "Tiers-Monde" à l'intérieur même des Etats-Unis. Et aussi parce la chute des importations américaines serait très grave pour l'Europe et le Japon, dramatique pour les Nouveaux Pays Industrialisés du Tiers Monde qui trouvent aux Etats-Unis leur principal client.

Mais comment obtenir ce rétablissement non-récessif de l'équilibre commercial entre les USA et le reste du monde ? Les Etats-Unis l'ont d'abord cherché en négociant avec leurs partenaires la dévaluation du dollar depuis la fin de 1985. Mais cette solution n'améliore pas leur déficit vis-à-vis des pays de la zone-dollar: d'où leurs réactions protectionnistes à l'égard de leurs fournisseurs du Tiers-Monde. Surtout, les créanciers allemands et japonais, inquiets de constater la dévalorisation de leurs créances en dollars, sont de plus en plus exigeants quant aux taux d'intérêt que leur rapportent ces titres. Les Japonais en particulier sont de plus en plus réticents à acheter les Bons du Trésor qui "brûlent les doigts" (5) : le dollar a perdu sa fonction de monnaie de réserve.

En somme, la perte de l'hégémonie économique par les Etats Unis, et l'impasse dans laquelle les ont jetés les deux phases reaganiennes, impliquent un abandon explicite de leur hégémonie monétaire. Dans leur querelle contre Bonn qui déclencha le Krach d'Octobre, on entend comme un écho des imprécations des ministres britanniques contre les "gnomes de Zürich" dans les années 1960, aux derniers soubresauts de la Livre Sterling. Une monnaie fondante ne peut rester monnaie universelle ! Mais ils ne peuvent pas non plus restaurer leurs comptes sans une rigoureuse austérité... qu'ils hésitent à mener pour des raisons politiques internes. Incapables d'imposer la "relance" chez leurs partenaires, les Etats- Unis vont sans doute tergiverser pendant encore un certain temps, avec le risque d'une reprise de l'inflation, d'une remontée des taux d'intérêt, puis d'un nouveau krach financier beaucoup plus profond, avec chute du marché obligataire devenu à son tour peu crédible, chute de la bourse de Tokyo, etc...

La solution socialement et économiquement préférable serait évidemment la relance des importations de la part des deux autres pôles. Le

Japon a fait en 1987-88 d'importants efforts dans le sens d'une relance interne. Mais, nation de taille moyenne et vieillissante, suréquipée pour satisfaire sa demande interne, il ne sera probablement jamais un grand pôle importateur. Les regards se tournent alors vers l'Europe.

### **LA RESPONSABILITE DE L'EUROPE**

Principal marché mondial, en population et en richesse, l'Europe de l'Ouest est aussi le grand pôle de stagnation mondiale depuis le début de la crise, celui où le chômage s'accroît malgré la stabilité démographique. Ce paradoxe n'est nullement lié à une incapacité pour l'innovation technique et sociale (comme en témoignent l'Italie et l'Allemagne). Un coup d'oeil sur les chiffres indique clairement le problème fondamental: seuls échappent à la stagnation et au chômage la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Norvège, c'est-à-dire les pays n'appartenant pas à la Communauté Européenne.

Zone de libre échange sans politique sociale commune, le Marché Commun n'a guère gêné la croissance à "l'Age d'Or" du fordisme, car tous les pays poursuivaient simultanément une politique de croissance du marché interne. Dans les années 70, les mécanismes permettant les ajustements réciproques ont peu à peu été abandonnées, alors même que l'internationalisation de l'économie attisait la guerre commerciale entre les pays membres. Privé par les règles du Système Monétaire Européen de la possibilité de modifier son taux de change, chaque pays n'a plus eu de ressource que "l'austérité compétitive" pour féquilibrer sa balance commerciale. «Croître chacun moins vite que le voisin». Parce que chacun des partenaires doit veiller à son déficit vis-à-vis des autres, l'ensemble de l'Europe est condamné à la stagnation interne et ne peut jouer un rôle d'entraînement pour le reste du monde.

En réalité, la croissance en Europe est strictement limitée par la croissance de l'économie la plus compétitive, et donc excédentaire: celle de la RFA. Or, dès la seconde phase de la crise, sans doute sous la pression du Parti Libéral, les gouvernements allemands de gauche et de droite ont privilégié "l'orthodoxie" monétaire, budgétaire, et sociale, malgré un taux

de chômage proche de 10%. On pourra objecter que ce choix d'une croissance "lente mais sûre" ne concerne que la nation allemande, et se justifie par l'implosion démographique où elle est entrée. Certes. Mais par les mécanismes du SME et du Marché Commun, le poids hégémonique de l'Allemagne lui permet de se comporter en ministre de l'économie de l'ensemble de l'Europe. Refusant et la relance chez elle et la dévaluation de ses partenaires, elle condamne ceux-ci à osciller entre la stagnation... et un déficit vis-à-vis de l'Allemagne. Autrement dit, elle se réserve le marché de ses partenaires comme un vaste débouché pour ses propres produits, mais en même temps elle les condamne à ne pas élargir ces mêmes marchés, s'enfermant ainsi dans un piège à moyen terme. Dictant en outre une politique de libre échange, qui prendra tout son effet quand en 1993 les pays individuels ne pourront même plus avoir recours à la réglementation pour contrôler leurs importations, l'Allemagne enferme l'ensemble de l'Europe dans un rôle de plus en plus passif. Certes, la perspective absorber l'Europe de l'Est constitue un ballon d'oxygène. Encore faut-il, pour que la demande à l'Est s'accroisse, que la dette y soit annulée... et que l'Europe de l'Est ne fonctionne pas comme un "Tiers-Monde" se substituant à l'Europe du Sud dans le rôle de N.P.I., variante "Taylorisation primitive" (Pologne, Hongrie) ou "fordisme périphérique" (RDA, Tchécoslovaquie).

Briser ce piège, refaire de l'Europe une zone de prospérité étendue à l'Europe de l'Est, légèrement déficitaire pour favoriser les rééquilibrages mondiaux, exige une profonde refonte de ses mécanismes institutionnels. Il ne suffit pas d'en appeler à l'unification du marché en 1993, ou à la constitution d'une monnaie commune, l'ECU. Cette fuite en avant, qui effacerait les dernières protections du reste de l'Europe contre la politique stagnationniste allemande, ne fera qu'aggraver le mal qu'il faut guérir. Il s'agit au contraire de remettre les boeufs avant la charrue: une politique de progrès social commune, avant l'unification des monnaies et des marchés. Cet objectif peut être poursuivi de deux façons complémentaires.

\* En rendant aux pays déficitaires une marge de manoeuvre pour accélérer leur croissance et lutter contre le chômage en réduisant la durée du travail. Cela passe par une plus grande autonomie de la gestion monétaire nationale, et la

possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde quand une politique sociale trop "généreuse" compromet trop gravement la balance commerciale. Concrètement, cela implique que tout progrès vers la création d'une monnaie externe commune, l'Ecu, s'accompagne d'une plus grande flexibilité du cours des monnaies nationales vis-à-vis de l'Ecu.

\* En dotant véritablement l'Europe d'une législation et d'une politique sociale commune prévoyant notamment une réduction coordonnée de la durée du travail, et comprenant des transferts structurels vers les zones à déficit. Le marché commun agricole fut le prototype de ce genre de politique. Les mécanismes choisis (le soutien aux prix des produits, et non aux revenus paysans) se sont à la longue révélés pervers, et leur réforme est urgente. Mais le principe même de revenus garantis socialisés au niveau européen ne saurait indigner que les forces conservatrices européennes.

Or, la reconstruction d'une capacité d'initiative pour l'Europe, lui permettant d'assurer la prospérité et le plein emploi de ses travailleurs, d'offrir un pôle de codéveloppement aux pays du Tiers Monde, de participer à la mise en place d'un nouveau système monétaire international, et de contribuer à l'ajustement non dramatique de la balance commerciale américaine, exige un pas en avant supplémentaire: la mise en place d'un compromis institutionnalisé transnational portant sur l'ensemble des normes d'activité et de revenu.

Les forces progressistes européennes, "l'Eurogauche", les Verts, et les forces d'opposition au stalinisme et au libéralisme en Europe de l'Est, sauront-elles l'imposer avant 1993? C'est l'un des grands enjeux de la sortie de la crise. Pas seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier (6).

## NOTES

---

- 1) Sur cette divergences des modèles de sortie de crise, voir D. LEBORGNE, A. LIPIETZ, <<L'Après-Fordisme et son Espace>>, Les Temps Modernes, Avril 1988.
  
- 2) La Corée, où se diffusent les formes post-fordistes les plus efficaces d'organisation du travail, connaît en outre en 1987 une flambée de luttes démocratiques et syndicales dirigée par les étudiants et les ouvriers masculins "post-fordiens" (alors que les luttes des ouvrières "taylorisées" avaient prédominé pendant les années précédentes). La dictature se retire, les salaires connaissent des accroissements considérables. Les Jeux Olympiques de 1988 saluent un pays démocratisé, moderne, relativement autocentré dans son régime d'accumulation. La Corée connaîtra-t-elle une transition du fordisme périphérique vers un post-fordisme démocratique ? Les luttes politiques et sociales en décideront, avec un risque d'une fracture entre la classe ouvrière masculine et qualifiée, et la classe ouvrière féminine subissant à la fois l'oppression patriarcale et celle du taylorisme.
  
- 3) Pendant les 2 mois qui suivent le Krach, le Congrès et le Président Reagan s'acharnèrent à diminuer le déficit<sup>in</sup> budgétaire. Résultat: il augmentera encore pendant l'année 1988 !
  
- 4) Voir S. Marris, Les déficits et le dollar, l'économie mondiale en péril, Economica, 1987.
  
- 5) Selon la Mitsubishi Bank, la vitesse de rotation de ces titres entre les mains des investisseurs japonais est passée de 1,3 fois en 1984 à 9,8 fois pour les 8 premiers mois de 1987.
  
- 6) Voir mon livre Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI<sup>e</sup> siècle, La Découverte, Paris.